

A Madame la Rectrice de l'académie de Versailles,

A Monsieur le Ministre de l'éducation nationale

Objet : Suppression des heures liées à l'IPS dans les DGH 78

Le 1/04/2023,

Madame, Monsieur

Nous sollicitons votre attention sur la suppression de l'indicateur de position sociale dans le calcul des heures dédiées aux DGH dans le département des Yvelines.

Cette mesure pénalise lourdement les élèves des lycées professionnels du bassin de Mantes les Mureaux dont l'indice de position sociale reste le plus bas des Yvelines soit entre 81,3 et 83,2. Ces derniers subissent en effet une baisse allant de 78h à 120h sur leur dotation horaire globale.

Nous nous permettons de vous rappeler que ces lycées à dominante professionnelle ont cumulé tous les labels de l'éducation prioritaire ZEP, APV, ECLAIR, Label quartier prioritaire ...

De plus, nous vous alertons sur la grande précarité voire la pauvreté d'un grand nombre de familles et d'élèves fréquentant nos établissements et qui auraient besoin d'une priorité absolue.

Enfin, les conséquences de cette baisse conséquente sur les DGH aggraveront les conditions d'apprentissage pour des élèves en grande difficulté de tous ordres mais aussi d'exercice pour les personnels. Alors que nous avons à cœur de permettre à nos élèves de réussir, de leur permettre de poursuivre leur cursus scolaire ...

Sans compter que cette baisse fragilise aussi les nombreux projets et dispositifs mis en place par ces derniers afin de lutter contre les difficultés des élèves mais aussi contre les inégalités scolaires et sociales.

Pour toutes ces raisons, et suite à la fin de non recevoir de la DSDEN du 78 qui invoque la nécessité de donner des heures aux mathématiques, nous appelons à votre arbitrage afin de réintroduire l'indicateur de position sociale dans le calcul des dotations horaires globales dans les Yvelines au même titre que les autres départements de l'académie de Versailles. Nous demandons également à ré attribuer des moyens à nos élèves de lycée professionnel situés en zone d'éducation prioritaire.

Nous vous remercions et vous assurons de notre dévouement au service public de l'éducation. Et ce afin de pouvoir apporter un minimum d'aide face aux inégalités sociales et scolaires rencontrées par nos élèves.

Sylvie Coquille secrétaire générale adjointe du Sgen-CFDT Versailles